

# LE VIRUS DE LA FAIM SE PROPAGE

## COCKTAIL EXPLOSIF : LES CONFLITS, LA COVID-19 ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE EXACERBENT LA FAIM DANS LE MONDE



*Une femme déplacée interne fait griller des cacahuètes dans le camp pour PDI de Cesacoba près de Bangassou en République centrafricaine, mars 2021. Suite à l'épisode de violence ayant frappé Bangassou début 2021, des milliers de personnes ont trouvé refuge à Cesacoba. Photo : Adrienne Surprenant/Oxfam/Mars 2021*

***Un an et demi après le début de la pandémie, les décès imputables à la faim dépassent ceux dus au virus<sup>1</sup>. Les conflits en cours alliés aux bouleversements économiques provoqués par la pandémie et à une crise climatique qui s'accélère aggravent la pauvreté et l'insécurité alimentaire dans les foyers de faim extrême de par le monde et établissent des bastions dans les nouveaux épicentres de la faim.***

*« Avant la guerre, je gérais ma petite entreprise, ce qui nous permettait à moi et à ma famille de vivre dignement. Mais la guerre a éclaté dans mon pays et a tout emporté sur son passage. Avec la hausse du prix des denrées alimentaires et la perte de mon travail, je ne pouvais plus assumer le coût de la vie. Certains soirs, mes [cinq] enfants se couchaient le ventre vide. »* **Wafaa, 38 ans, mère vivant dans le nord de la Syrie**

L'année dernière, Oxfam alertait dans son rapport « Le virus de la faim » que la faim risquait d'être encore plus meurtrière que la COVID-19. Cette année, 20 millions de personnes supplémentaires sont confrontées à des niveaux d'insécurité alimentaire extrêmes, pour un nouveau total de 155 millions de personnes réparties dans 55 pays<sup>2</sup>. Depuis le début de la pandémie, le nombre de personnes vivant dans des conditions de famine a été **multiplié par six** atteignant plus de 520 000 individus<sup>3</sup>.

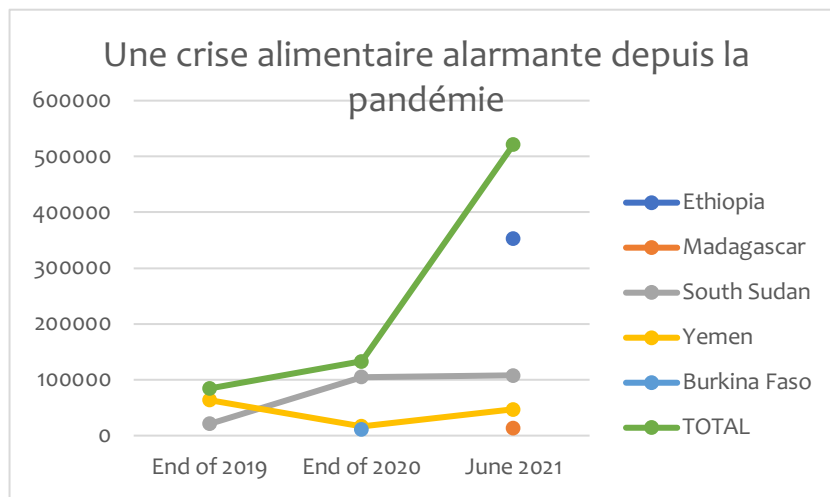
Ce que nous considérons comme une crise sanitaire mondiale s'est rapidement transformé en une crise alimentaire aiguë révélant les inégalités criantes de notre monde. Le pire reste à venir, à moins que les gouvernements ne s'attaquent de toute urgence et avec détermination à l'insécurité alimentaire et à ses causes profondes. **Maintenant, 11 personnes meurent probablement chaque minute de la faim à cause du cocktail explosif des trois « C » : les conflits, la COVID-19 et la crise climatique<sup>4</sup>. Cette cadence est supérieure au taux de mortalité actuel dû à la pandémie, qui est de 7 personnes par minute<sup>5</sup>.**

Les conflits sont la principale cause de la faim depuis que la pandémie s'est déclarée, plongeant près de 100 millions de personnes résidant dans 23 pays déchirés par un conflit dans une insécurité alimentaire de niveau critique ou au-delà<sup>6</sup>. Malgré les appels à un cessez-le-feu mondial<sup>7</sup> pour permettre à l'humanité de l'emporter sur la pandémie, les conflits se sont poursuivis sans trêve.

Alors même que les gouvernements devaient trouver de nouvelles sources de financement conséquentes pour lutter contre le coronavirus, les dépenses militaires dans le monde ont augmenté de 2,7 % l'année dernière, soit 51 milliards de dollars<sup>8</sup>. Cette somme est 6,5 fois supérieure à l'appel humanitaire des Nations Unies pour la sécurité alimentaire de 2021 qui s'établit à 7,9 milliards de dollars. Les ventes d'armes se sont envolées dans certains des pays déchirés par un conflit et tirillés par la faim<sup>9</sup>. Par exemple, le Mali a augmenté ses achats d'armes de 669 % depuis l'escalade de la violence en 2012<sup>10</sup>.

## La spirale infernale de l'insécurité alimentaire

Les niveaux d'insécurité alimentaire les plus préoccupants se sont encore aggravés depuis la pandémie. Le nombre de personnes vivant dans des conditions de famine a considérablement augmenté, atteignant 521 814 personnes en Éthiopie, à Madagascar, au Soudan du Sud et au Yémen. Cela correspond à une hausse de plus de 500 % depuis le début de la pandémie fin 2019, où 84 500 personnes au Yémen et au Soudan du Sud vivaient dans de telles conditions. La plupart des pays déplorant des niveaux de famine aussi catastrophiques ont connu des périodes prolongées de conflit, de violence et d'insécurité.



Données basées sur les chiffres de la phase 5 de l'IPC entre fin 2019 et juin 2021. Source : GRFC, avril 2021.

Les conséquences économiques de la COVID-19 sont le deuxième principal facteur de la crise alimentaire mondiale, aggravant la pauvreté et révélant les inégalités croissantes partout dans le monde. Le nombre de personnes en situation d'extrême pauvreté devrait atteindre 745 millions fin 2021, soit une hausse de 100 millions de personnes depuis le début de la pandémie<sup>11</sup>. Les groupes marginalisés, surtout les femmes, les personnes déplacées et les travailleurs et travailleuses du secteur informel, sont les plus durement touchés. 2,7 milliards de personnes n'ont reçu aucune aide financière publique pour faire face à l'effondrement de l'économie provoqué par la pandémie<sup>12</sup>.

Dans le même temps, les grandes fortunes ont continué de s'enrichir pendant la pandémie. La fortune des 10 personnes les plus riches (dont neuf sont des hommes) a augmenté de 413 milliards de dollars l'année dernière, soit plus de 11 fois la somme totale de l'appel humanitaire des Nations Unies pour 2021<sup>13</sup>.

Enfin, le troisième facteur aggravant la faim dans le monde cette année est le changement climatique. Près de 400 catastrophes météorologiques<sup>14</sup>, notamment des inondations et des tempêtes record, ont continué de frapper des millions de personnes en Amérique centrale, en Asie du Sud-Est et dans la Corne de l'Afrique, où les communautés étaient déjà affaiblies par les conflits et la pauvreté en lien avec la COVID-19<sup>15</sup>.

Le présent rapport explore la manière dont les conflits permanents, les chocs économiques aggravés par la pandémie et la crise climatique qui s'accélère précipitent des millions de personnes supplémentaires dans des niveaux de faim extrême et comment ce chiffre devrait encore augmenter, à moins de prendre des mesures de toute urgence.

Il revient sur certains des foyers de faim extrême et émergents dans le monde depuis le rapport [Le virus de la faim](#) de l'année dernière, révélant que la faim s'est aggravée dans la quasi-totalité d'entre eux.

### Tableau 1 : Foyers de faim extrême<sup>16</sup>

LIEU	NOMBRE DE PERSONNES (EN MILLIONS) À UN NIVEAU D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE CRITIQUE OU EXTRÊME EN 2019	% DE LA POPULATION TOTALE ETUDIÉE SOUFFRANT DE LA FAIM	NOMBRE DE PERSONNES (EN MILLIONS) À UN NIVEAU D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE CRITIQUE OU EXTRÊME EN 2020	% DE LA POPULATION TOTALE ETUDIÉE SOUFFRANT DE LA FAIM	HAUSSE DE LA FAIM %
Yémen*	15,9	53 %	13,5	45 %	-15 %
RDC	15,6	26 %	21,8	33 %	40 %
Afghanistan	11,3	37 %	13,2	42 %	17 %
Venezuela	9,3	32 %	Aucune donnée	S. O.	S. O.
Région Sahélienne d'Afrique de l'Ouest** 17	9,0	5 %	15,0	7 %	67 %
Éthiopie	8,0	27 %	8,6	16 %	8 %
Soudan du Sud*	7,0	61 %	6,5	55 %	-7 %
Syrie	6,6	36 %	12,4	60 %	88 %
Soudan	5,9	14 %	9,6	21 %	63 %
Haïti	3,7	35 %	4,1	40 %	11 %

Source : Global Report on Food Crises 2021. \*Au Yémen et au Soudan du Sud, on estime que le nombre de personnes à un niveau d'insécurité alimentaire critique ou extrême a considérablement augmenté au cours du premier semestre 2021, avec 16,2 millions de personnes au Yémen et 7,2 millions de personnes au Soudan du Sud dans cette situation en juin 2021. \*\*La région Sahélienne d'Afrique de l'Ouest englobe le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigeria et le Sénégal.

Ce tableau met en lumière les 10 principaux foyers de faim dans le monde d'après le nombre de personnes à un niveau d'insécurité alimentaire critique ou extrême dans chaque pays. Le pourcentage de la population affectée est également fourni avec la hausse ou la baisse (en %) entre fin 2019 et fin 2020.

Dans les foyers de faim extrême identifiés dans le présent rapport (Afghanistan, Yémen, région Sahélienne d'Afrique de l'Ouest, Soudan du Sud et Venezuela)<sup>18</sup> où la crise alimentaire s'intensifiait déjà, les conséquences économiques de la pandémie alliées aux conflits et à la crise climatique ont plongé plus de 48 millions<sup>19</sup> de personnes à un niveau d'insécurité alimentaire critique dans ces pays (voir Tableau 1).

La faim s'est également intensifiée dans les foyers de faim émergents (Brésil, Inde et Afrique du Sud) qui ont connu les hausses d'infections à la COVID-19 les plus fortes parallèlement à une escalade de la faim.

**Il est possible d'éradiquer la faim.** Les parties belligérantes doivent tout d'abord instaurer la paix et les gouvernements doivent consacrer leurs ressources à la protection sociale et aux programmes qui répondent aux besoins des populations vulnérables et sauvent des vies maintenant, plutôt qu'à l'achat d'armes qui perpétuent le conflit et la faim. L'équivalent d'un jour et demi de dépenses militaires mondiales (soit 8 milliards de dollars) suffirait à financer la totalité de l'appel des Nations Unies pour la sécurité alimentaire en situation d'urgence<sup>20</sup>.

Pour mettre un terme à la crise alimentaire, les gouvernements doivent également reconstruire une économie mondiale plus juste et plus durable au moment de se relever de la pandémie. Ils doivent s'attaquer aux principaux facteurs de la faim et éradiquer les inégalités sous-jacentes qui creusent le fossé entre les riches et les pauvres. Il s'agit notamment d'aider l'agriculture familiale à se relever et de construire des systèmes alimentaires plus justes et plus durables.

Pour sauver des vies aujourd'hui et demain, les gouvernements doivent : (1) financer intégralement l'appel humanitaire des Nations Unies et soutenir un fonds mondial dédié à la protection sociale, (2) garantir un accès humanitaire dans les zones de conflit et ne plus utiliser la faim comme arme de guerre, (3) instaurer la paix en promouvant la participation et le leadership des femmes dans la consolidation de la paix, (4) construire des systèmes alimentaires plus justes, plus résilients et plus durables, (5) s'assurer que les femmes mènent la réponse à la pandémie et les plans de redressement, (6) soutenir Un vaccin pour tou·te·s, (7) agir de toute urgence pour gérer la crise climatique.

## LE COCKTAIL EXPLOSIF DES TROIS « C » QUI EXACERBENT LA FAIM

Trois facteurs de l'insécurité alimentaire (conflits, chocs économiques aggravés par la COVID-19 et crise climatique)<sup>21</sup> ont fait d'énormes dégâts dans différentes communautés à travers le monde. Les conflits restent le facteur majeur pour la troisième année consécutive, y compris lors de la pandémie<sup>22</sup>.

### Conflits

Face à la pandémie mondiale et sans précédent de COVID-19, les Nations Unies ont appelé à un cessez-le-feu mondial en mars 2020. Les conflits se sont toutefois poursuivis sans trêve<sup>23</sup>, si bien qu'ils représentent le principal facteur de la faim pour près de 100 millions de personnes dans 23 pays, dont 22 millions de personnes supplémentaires sur la seule année dernière<sup>24</sup>. Le monde compte désormais 48 millions de personnes déplacées internes à cause de conflits ou de la violence, un record<sup>25</sup>.

L'Afghanistan, la République démocratique du Congo, la Syrie et le Yémen (certains des pires foyers de faim au monde) sont tous en proie à des conflits<sup>26</sup>. D'après une récente analyse du cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), plus de 350 000 personnes ont connu des conditions de famine dans la région du Tigré en Éthiopie entre mai et juin 2021, ce qui en fait le foyer le plus important enregistré avec un tel niveau d'insécurité alimentaire catastrophique depuis la famine de 2011 en Somalie qui avait emporté 250 000 personnes. Au Tigré et dans les régions voisines, on estime que 74 % de la population sera confrontée à des niveaux d'insécurité alimentaire critiques ou extrêmes à partir du mois de juillet 2021<sup>27</sup>.

Au Yémen, près de dix ans de guerre ont dépouillé la population de ses économies, laissant de nombreuses personnes sans ressources pour acheter de la nourriture. Les blocus et les conflits ont engendré une flambée des prix des denrées alimentaires, avec une hausse de plus de 100 % du prix des produits alimentaires de base depuis 2016<sup>28</sup>. Au Yémen, plus de 16 millions de personnes devraient faire face à des niveaux d'insécurité alimentaire critiques ou au-delà cette année<sup>29</sup>.

Les femmes et les filles sont affectées de manière disproportionnée par les conflits et la faim<sup>30</sup>. Elles prennent des risques énormes pour trouver de la nourriture, alors même qu'elles se nourrissent souvent en dernier et en moindre quantité. Les conflits et les déplacements contraignent également les femmes à délaissé leur emploi ou à manquer la saison des semis. Elles sont confrontées à des choix impossibles, comme choisir entre se rendre au marché en s'exposant à des violences physiques ou sexuelles ou regarder leur famille souffrir de la faim.

De nombreux pays déchirés par un conflit ont conscience que « leurs populations ne souffrent pas seulement de la faim, mais qu'elles sont affamées délibérément »<sup>31</sup>. Les parties belligérantes utilisent sciemment la faim comme arme de guerre en privant les civil·e·s de nourriture et d'eau<sup>32</sup>, en entravant l'aide humanitaire, en bombardant les marchés, en embrasant les cultures et en décimant le bétail.

Malgré le fait que le Conseil de sécurité des Nations Unies ait reconnu le lien entre la faim et les conflits dans sa Résolution 2417, le blocage de l'aide humanitaire est une pratique courante dans les zones en conflit où les attaques sur les civil·e·s, les cultures, le bétail et les infrastructures d'approvisionnement en eau se poursuivent en toute impunité.

### **Aggravation de la faim en République centrafricaine**

Housseina Tindombi, une agricultrice de Bangassou en République centrafricaine, a été contrainte de fuir son domicile en janvier 2021 après des attaques sur sa ville natale. Après un mois passé dans un camp de fortune avec sa famille, elle est retournée dans son quartier pour y retrouver sa maison et ses champs pillés. « *J'étais dévastée. Nous nous nourrissions presque exclusivement des légumes que je cultivais. Je ne sais pas comment que je vais nourrir ma famille à présent.* »

Depuis la pandémie, plus de la moitié de la population du pays (soit 2,4 millions de personnes) s'est retrouvée en situation d'insécurité nutritionnelle et alimentaire aiguë. Cela correspond à une augmentation de plus de 30 % par rapport à l'année précédente<sup>33</sup>.

La plupart des Centrafricain·e·s sont tributaires de l'agriculture pour nourrir leur famille. Avec l'escalade de la violence au lendemain de l'élection présidentielle de décembre dernier, près de 340 000 personnes ont dû fuir leur domicile, notamment des agriculteurs et agricultrices forcé·e·s d'abandonner leurs terres ou de manquer la saison des semis<sup>34</sup>.

L'axe principal entre Bangui et le Cameroun (sur lequel transitent environ 80 % des produits importés dans le pays) a également été fermé après des attaques perpétrées par des groupes armés, ce qui a provoqué une interruption sans précédent du ravitaillement alimentaire et de l'aide humanitaire. La pénurie de fournitures agricoles a également généré un profond déclin des récoltes et une réduction du bétail, anéantissant les revenus de la communauté paysanne.

Par conséquent, le prix moyen du panier alimentaire de base a augmenté de 11 %, certains produits connaissant même une hausse de plus de 40 %<sup>35</sup>. Seulement 13 % de la population peut se rendre sur un marché bien fourni avec des produits abordables<sup>36</sup>.

# Une crise économique engendrée par la COVID-19

Plus d'un an et demi après le début de la pandémie de coronavirus, le fléchissement économique causé par les mesures de confinement et les fermetures des frontières, des entreprises et des marchés a aggravé la situation pour les plus défavorisé·e·s et provoqué une explosion de la faim. Dans le monde, l'activité économique a reculé de 3,5 % et la pauvreté a bondi de 16 %<sup>37</sup>.

33 millions de travailleurs et de travailleuses ont perdu leur emploi dans le monde en 2020. La pandémie a provoqué un chômage de masse causant 3 700 milliards de dollars de pertes de revenus du travail, soit 4,4 % du PIB mondial de 2019. Les chocs économiques découlant principalement de la pandémie ont précipité dans la faim plus de 40 millions de personnes dans 17 pays, contre environ 24 millions de personnes l'année précédente<sup>38</sup>.

Cela correspond à une augmentation de 70 % par rapport à l'année précédente<sup>39</sup> et ne tient pas compte des 3 milliards de personnes qui n'avaient pas les moyens d'avoir un régime alimentaire sain avant la pandémie, un chiffre qui devrait être révisé à la hausse cette année<sup>40</sup>.

À l'échelle internationale, le prix des denrées alimentaires a augmenté de près de 40 % depuis l'année dernière<sup>41</sup>, soit la hausse la plus forte depuis une décennie<sup>42</sup>. Cette augmentation est due à une demande accrue en biocarburant, aux mesures de confinement et aux fermetures des frontières qui continuent de perturber les approvisionnements alimentaires<sup>43</sup>. Cette inflation rend les produits alimentaires inabordable pour de nombreuses personnes, lorsqu'ils sont disponibles. Cela se vérifie surtout pour les personnes vivant dans des pays comme le Yémen ou Haïti, qui importent la majorité de leurs denrées alimentaires et ne peuvent pas proposer de subventions, de mécanismes de contrôle des prix ou de transferts monétaires pour augmenter le pouvoir d'achat de la population.

Des prix plus élevés ne s'accompagnent pas nécessairement de plus grands bénéfices pour les agriculteurs et agricultrices, surtout pour la communauté paysanne qui n'a pas les moyens d'acheter des semences et des engrais ou de transporter leur production sur les marchés. Sans solutions de stockage adéquates ni accès aux marchés, les agriculteurs et agricultrices ont été contraint·e·s de vendre leurs produits à des prix dérisoires, voire à perte, pour ne pas voir leurs récoltes pourrir. En conséquence, 88 % des agriculteurs et agricultrices nigérien·e·s interrogé·e·s en août dernier ont indiqué avoir perdu la moitié de leurs revenus pendant la pandémie.<sup>44</sup> Étant dans l'incapacité de se rendre dans les champs, les journaliers et journalières ont également perdu leurs revenus<sup>45</sup>.

La pandémie a également révélé [la plus forte hausse des inégalités jamais enregistrée](#). Alors que les agriculteurs et les agricultrices ont perdu leurs revenus, ceux des 10 géants de l'agroalimentaire ont augmenté de près de 10 milliards de dollars entre 2019 et 2020. Cette hausse aurait pu à elle seule financer l'appel humanitaire des Nations Unies pour la sécurité alimentaire en 2021<sup>46</sup>.

## Les femmes syriennes les plus touchées par la faim

L'année dernière, peu de pays ont été frappés aussi durement par la faim que la Syrie. Trois Syrien·e·s sur cinq (soit 12,4 millions de personnes) sont actuellement en situation d'insécurité alimentaire aiguë<sup>47</sup>. Cela correspond à une hausse de 88 % par rapport à l'année précédente, soit l'une des plus fortes au monde<sup>48</sup>. Le déclin économique dû à la COVID-19 conjugué aux conséquences de 10 années de conflits ont entraîné une forte

dépréciation de la devise locale et une augmentation de 313 % du prix moyen du panier alimentaire en seulement 12 mois<sup>49</sup>. Le conflit a également frappé les infrastructures agricoles vitales de la Syrie, anéantissant le revenu des agriculteurs et agricultrices et la production alimentaire.

En Syrie, ce sont les femmes et les filles qui paient le plus lourd tribut de cette crise alimentaire. La guerre a contraint davantage de femmes à devenir la source principale de revenus de la famille, un grand nombre d'entre elles travaillant pour la première fois avec peu de qualifications pour décrocher un emploi décent et un salaire juste. Le peu qu'elles gagnent couvre difficilement les dépenses de leur famille. Selon une étude d'Oxfam, les ménages dirigés par des femmes figuraient parmi les plus durement touchés par la faim, se voyant contraints de réduire leur consommation alimentaire de manière significative et de sauter des repas<sup>50</sup>. Pour s'en sortir, certaines familles n'ont eu d'autre choix que de recourir au mariage précoce pour pouvoir subvenir à leurs besoins.

*« Pendant près de trois ans, nous n'avons pas pu sortir de notre ville. Nous avons perdu nos récoltes et toutes nos économies, et nous avons dû vendre notre bétail pour survivre. Que ressentiriez-vous si tout ce que vous pouviez offrir à vos enfants, c'est une assiette de bouillie d'herbes ? Se coucher le ventre vide est devenu la norme »,* déclare Leena, 32 ans et mère de trois enfants dans le sud de la Syrie.

Nombreuses sont celles qui, comme Leena, n'ont pas les moyens de nourrir leur famille. À Alep, le plus grand gouvernorat de Syrie, les femmes ont perdu leur emploi dans le secteur agricole, ce qui les a contraintes à accepter n'importe quel emploi pour gagner un revenu. Certaines femmes ont également perdu leur emploi suite aux réductions d'effectifs imposées par la COVID-19.

Pour enrayer la progression de la faim, Oxfam a apporté son soutien à plus de 120 000 personnes depuis le début de la pandémie, notamment en aidant la communauté paysanne avec des semences et des outils, en réhabilitant les réseaux d'irrigation et en distribuant de l'argent aux personnes les plus vulnérables pour leur permettre de répondre à leurs besoins alimentaires et fondamentaux.

Par ailleurs, les personnes les plus marginalisées, notamment les femmes, la main-d'œuvre informelle, les personnes pauvres en milieu urbain et celles vivant dans des logements informels, sont les plus durement touchées par la pandémie. La perte d'emploi a concerné 5 % des femmes dans le monde, contre 3,9 % des hommes. Pour les femmes du monde entier, cela représente une perte de revenus d'au moins 800 milliards de dollars en 2020. Selon les projections, 47 millions de femmes supplémentaires à travers le monde pourraient sombrer dans l'extrême pauvreté en 2021<sup>51</sup>.

La pandémie nous a appris que les programmes de protection sociale pour les personnes dans le besoin (comme l'aide alimentaire ou les transferts monétaires) sont des outils importants pour lutter contre la faim. Or dans le monde, plus de quatre milliards de personnes (soit plus de la moitié de la population mondiale) ne disposaient d'aucune protection sociale l'année dernière<sup>52</sup>.

## **Les inégalités vaccinales exacerbent la faim**

La distribution et l'accès inégaux aux vaccins contre la COVID-19 (dus en grande partie aux monopoles des sociétés pharmaceutiques et à l'inaction des pays riches) ralentissent tout relèvement économique et rendent plus difficiles pour des millions de personnes dans le monde d'échapper à la faim et à la pauvreté. La Chambre de commerce internationale a



estimé que les inégalités vaccinales, au niveau actuel, pourraient engendrer des pertes économiques de près de 9 200 milliards de dollars à l'échelle mondiale. Un foyer de faim émergent comme l'Inde pourrait ainsi perdre jusqu'à 786 milliards de dollars, soit plus de 27 % de son PIB<sup>53</sup>.

Si les pays riches comme les États-Unis ont vu les niveaux de faim décliner depuis le déploiement des vaccins<sup>54</sup>, la pandémie continue d'anéantir des vies et les moyens de subsistance de millions de personnes dans les pays pauvres. Au rythme de vaccination actuel, Oxfam a déterminé qu'il faudrait 57 ans aux pays à faible revenu pour vacciner la totalité de leur population<sup>55</sup>. Le virus menace de plonger 132 millions de personnes supplémentaires dans la malnutrition à cause du chômage, des pertes de revenus et d'une santé précaire<sup>56</sup>. Les personnes souffrant de la faim et de la malnutrition sont également davantage susceptibles de contracter des maladies, notamment la COVID-19<sup>57</sup>.

D'après l'Organisation mondiale de la Santé, 11 milliards de doses sont requises pour vacciner 70 % de la population mondiale, soit le seuil à partir duquel la propagation pourrait être contenue de manière significative. À moins que les pays riches ne cessent de confisquer les formules des vaccins, le virus continuera de ravager les pays qui ne disposent pas de ressources suffisantes, mettant en danger des millions de vies et poussant des millions d'autres au bord du gouffre. La solution est entre les mains de tous les gouvernements qui pourraient s'accorder sur une renonciation provisoire aux droits de propriété intellectuelle sur les technologies de santé concernant la COVID-19, pour permettre aux fabricants qualifiés du monde entier d'accélérer la production.

## Crise climatique

L'année dernière, le monde a enregistré des dégâts record imputables aux catastrophes climatiques extrêmes exacerbées par le changement climatique, avec 50 milliards de dollars de dégâts (dont 6 milliards de dollars seulement pour le Honduras)<sup>58</sup>. Ces catastrophes ont plongé près de 16 millions de personnes dans 15 pays dans des niveaux d'insécurité alimentaire critiques<sup>59</sup>. Malgré cela, les gouvernements ont remis à plus tard leurs actions pour lutter contre la crise climatique afin de se focaliser sur la pandémie.

Le réchauffement climatique accroît la fréquence et l'intensité des catastrophes climatiques comme les tempêtes, les inondations et les sécheresses. Les sept dernières années ont été les plus chaudes jamais enregistrées, l'année 2020 étant elle-même parmi les plus chaudes<sup>60</sup>. Le nombre de catastrophes climatiques survenant chaque année a triplé depuis 1980 et l'on enregistre désormais un événement météorologique extrême par semaine<sup>61</sup>.

L'agriculture et la production alimentaire concentrent 63 % de l'impact de ces chocs climatiques<sup>62</sup> et ce sont les pays les plus vulnérables et les communautés les plus pauvres qui paient le plus lourd tribut, alors qu'ils contribuent le moins au changement climatique. Par exemple, dans certaines régions de l'est de l'Inde frappées par le cyclone Amphan l'année dernière, les agriculteurs et agricultrices ont perdu leurs récoltes et les pêcheurs ont perdu leur bateau, et donc leurs principales sources de revenus<sup>63</sup>.

De même, en Afrique de l'Est, des cyclones plus nombreux et plus puissants ont contribué l'année dernière à des invasions sans précédent de criquets pèlerins qui ont grandement perturbé les chaînes alimentaires et limité la disponibilité et l'accès physique et financier à des denrées alimentaires pour des millions de personnes dans la Corne de l'Afrique et au Yémen<sup>64</sup>.

La fréquence et l'intensité des catastrophes climatiques éroderont la capacité des personnes vivant déjà dans la pauvreté à résister aux chocs. Chaque catastrophe les enfonce un peu plus dans l'extrême pauvreté et la faim.

### **La crise climatique et la COVID-19 exacerbent la faim dans le « couloir de la sécheresse » en Amérique centrale<sup>65</sup>**

Depuis le début de la pandémie, la répétition des épisodes de sécheresse conjuguée au fléchissement de l'économie imputable à la pandémie ont aggravé la faim dans le « couloir de la sécheresse » en Amérique centrale, une zone à cheval sur le Guatemala, le Nicaragua, le Honduras et le Salvador<sup>66</sup>. En 2021, près de 8 millions de personnes ont connu des niveaux de faim extrême dans ces pays, soit 2,2 millions de personnes supplémentaires par rapport à 2018<sup>67</sup>. Parmi cette population, 1,7 million de personnes se trouvent dans un état d'urgence alimentaire<sup>68</sup>.

La région a également été frappée par une saison record d'ouragans dans l'Atlantique, avec 30 tempêtes en 2020 contre seulement 18 en 2019<sup>69</sup>. Par exemple, les tempêtes Amanda et Cristóbal et les ouragans Eta et Iota ont dévasté les cultures, détruisant plus de 200000 hectares de cultures commerciales et d'aliments de base dans les quatre pays, dont plus de 10000 hectares de plantations de café au Nicaragua et au Honduras<sup>70</sup>.

Par ailleurs, les mesures de confinement ont restreint le commerce informel et les activités agricoles et anéanti les revenus au Guatemala, au Salvador et en Honduras<sup>71</sup>, avec la perte estimée de 8,3 millions d'emplois en Amérique centrale en 2020 pendant la pandémie<sup>72</sup>.



# FOYERS DE FAIM EXTRÊME

## Yémen

« C'était une terrible nouvelle pour nous, quand ils nous ont dit que l'aide humanitaire était interrompue. Mon mari est trop âgé pour travailler et je suis malade. Nous n'avons eu d'autre choix que d'envoyer nos enfants quémander de quoi manger ou récupérer les restes dans les restaurants. Mais même cela ne suffisait pas pour rapporter suffisamment de nourriture. » **Bahjah, mère yéménite de 8 enfants, déplacée par la guerre dans le gouvernorat de Hajjah.**

Le Yémen connaît la deuxième pire crise alimentaire dans le monde après la République démocratique du Congo. Depuis la pandémie, plus de 16 500 personnes connaissent des conditions de famine<sup>73</sup>, et ce chiffre pourrait pratiquement tripler pour atteindre 47 000 en juin 2021<sup>74</sup>.

Le conflit s'est poursuivi pour une sixième année malgré la pandémie, plongeant 13,5 millions de personnes dans une situation d'insécurité alimentaire extrême fin 2020. On estime que 3 millions de personnes supplémentaires viendront s'ajouter à ce chiffre d'ici juin 2021<sup>75</sup>. Pas loin de 70 % de la population (près de 21 millions de personnes) ont besoin d'une aide humanitaire d'urgence.

Les femmes et les enfants sont les plus durement touchés. La malnutrition a atteint des sommets au Yémen, alors que plus d'un million de femmes enceintes et allaitantes et 2,3 millions d'enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition aiguë<sup>76</sup>. Parmi ces enfants, 400 000 risquent de mourir de malnutrition<sup>77</sup> et plus de 86 % sont anémiés<sup>78</sup>.

Malgré un appel au cessez-le feu mondial des Nations Unies, le conflit s'est intensifié<sup>79</sup>. Un·e Yéménite sur huit (soit plus de 4 millions de personnes) a été contraint·e de fuir les violences, dont 172 000 personnes déplacées rien que l'année dernière.<sup>80</sup> 67 % des personnes déplacées sont en situation d'insécurité alimentaire, et les combats ont anéanti les cultures, décimé les troupeaux et dévasté les moyens de subsistance de la moitié de la population<sup>81</sup>.

Le conflit permanent et les restrictions sur les importations de carburant ont provoqué une crise énergétique. Le manque de carburant pour faire fonctionner les générateurs ont retardé les camions de distribution d'eau et de nourriture dans les camps de personnes déplacées et ralenti les services de santé<sup>82</sup>. La hausse du prix des carburants a fait monter les coûts de transport de denrées alimentaires, entraînant un bond de 26 % du prix de l'alimentation depuis mars 2020<sup>83</sup>. Le prix des aliments de base comme le blé et la farine, par exemple, ont connu jusqu'à 40 % d'augmentation par rapport à la même période l'an dernier, et le prix du riz s'est envolé de 167 % depuis 2016<sup>84</sup>.

Des agricultrices et des agriculteurs ont indiqué à Oxfam ne plus avoir les moyens de payer du carburant pour irriguer leurs cultures, tandis que des pêcheurs et des pêcheuses déclarent ne plus pouvoir faire le plein de leurs bateaux. « Parfois, toute notre pêche sert à payer le carburant. Pour réduire notre consommation, nous utilisons des rames, mais cela ne nous permet pas de partir au large, où se trouvent les gros poissons », explique Zaid, 35 ans, pêcheur à Al Thuhayta Hodeidah.

La crise climatique exacerbe le problème, les précipitations tardives et insuffisantes mettant en difficulté les agricultrices et les agriculteurs déjà aux prises avec la flambée des prix du carburant et des pesticides<sup>85</sup>. En 2020, des inondations ont également touché

300 000 personnes, dont une majorité de personnes déplacées déjà sans revenus ni abris, alors que le criquet pèlerin a provoqué pour 222 millions de dollars de dégâts dans les cultures<sup>86</sup>.

La diminution de l'aide a mis un frein à l'intervention des agences humanitaires, aggravant ainsi la crise alimentaire. Seulement un peu plus de la moitié des 3,38 milliards de dollars requis pour l'intervention humanitaire l'an dernier (soit 1,9 milliard de dollars) ont été reçus. Cette année, moins de la moitié de l'appel des Nations Unies pour l'intervention humanitaire au Yémen a été financée<sup>87</sup>. L'aide alimentaire a donc été réduite pour 5 millions de personnes en mai 2021<sup>88</sup>.

Depuis avril 2020, Oxfam a aidé près de 150 000 personnes dans 9 gouvernorats avec des financements immédiats et des subventions pour les moyens de subsistance. Oxfam a également dispensé des formations à destination des ménages dirigés par des femmes afin de les aider à tirer un revenu à partir de petites et moyennes entreprises.

## Afghanistan

*« Je connais beaucoup de gens ici qui déclarent préférer mourir du coronavirus plutôt que de la pauvreté et de la faim. »* - Femme afghane dans le district de Guzara, Hérât

Une année de COVID-19 a provoqué une hausse de 17 % de l'insécurité alimentaire extrême en Afghanistan. Aujourd'hui, le pays reste le troisième pays le plus frappé par l'insécurité alimentaire dans le monde, suivant de près le Yémen avec 13,2 millions de personnes (soit 42 % de sa population totale) confrontées à une insécurité alimentaire aiguë. Par rapport à l'an dernier, deux millions de personnes supplémentaires se sont couchées avec le ventre vide<sup>89</sup>. Le nombre de personnes ayant besoin d'aide alimentaire a été multiplié par six en quatre ans<sup>90</sup>.

L'Afghanistan est l'illustration parfaite d'un pays frappé par les trois « C » mortels : COVID-19, conflit et crise climatique. La deuxième vague du virus, combinée avec un regain de violence suite au retrait des troupes américaines, a provoqué une destruction massive de l'activité et des emplois informels, des déplacements de grande ampleur et un recul marqué des envois de fonds.

En sus de ce contexte, la sécheresse engendrée par La Niña s'est intensifiée pendant l'hiver et le printemps, anéantissant les cultures et aggravant encore les pénuries alimentaires par rapport aux années moyennes<sup>91</sup>.

Les trois « C » mortels ont contribué à l'inflation, les denrées alimentaires de base voyant leur prix augmenter de 20 % en moyenne<sup>92</sup>. Cela s'est traduit par un recul de près de 20 % du pouvoir d'achat de la population, notamment en raison de la perte de leurs revenus quotidiens par les populations pastorales et les personnes exerçant des emplois journaliers pendant la pandémie. La diminution des envois de fonds a également noyé certaines personnes sous les dettes. Des données de l'évaluation menée pour 2020 sur l'ensemble de l'Afghanistan révèlent que le principal motif d'endettement (53 %) l'an dernier était l'alimentation<sup>93</sup>.

Pour enrayer la progression de la faim, le gouvernement afghan a lancé un projet alimentaire (*Dastarkhwan-e-Meli*), mais le maigre colis distribué (50 kg de farine, 5 kg d'huile, 5 kg de haricots) couvre à peine la moitié des besoins fondamentaux d'une famille.

Pour un pays fortement tributaire de l'aide internationale, la réduction des fonds (seulement 24 % des 123,5 millions de dollars de financement humanitaire requis ont été versés) va inévitablement couper court à ces initiatives gouvernementales<sup>94</sup>.

Depuis mars 2020, Oxfam est venue en aide à près de 100 000 personnes parmi les plus vulnérables dans les provinces de Hérât, Deykandi et Nangarhâr, avec des financements en espèces pour acheter des produits de première nécessité et des denrées alimentaires. Pour éviter la propagation de la COVID-19, Oxfam a également fourni des kits d'hygiène et des installations de lavage des mains, en plus de mener des campagnes de sensibilisation sanitaire.

## Soudan du Sud

*« Notre maison a été inondée et nos chèvres ont été volées alors que nous avons dû fuir pour Pibor. Nous sommes parti·e·s [de Verteth] sans rien d'autre que les habits que nous portions. »* - Ngachibaba, dont le témoignage fait écho à celui de centaines d'autres familles.

Dans le pays le plus jeune du monde, la crise alimentaire atteint ses pires niveaux depuis la déclaration d'indépendance du Soudan du Sud en 2011<sup>95</sup>. Le pays est frappé par l'une des pires crises alimentaires dans le monde, 82 % de sa population vivant dans l'extrême pauvreté et 60 % (soit 7,2 millions de personnes) faisant actuellement face à un état de crise alimentaire<sup>96</sup>. Dans trois États, 108 000 personnes souffrent actuellement de conditions de famine<sup>97</sup>.

Les enfants et les femmes sont les plus touchés par la crise alimentaire. En effet, plus de 15 % des enfants de moins de cinq ans souffrent d'un retard de croissance et plus d'un tiers des femmes en âge de procréer sont anémiées.<sup>98</sup>

Moins de 20 % des 1,68 milliard de dollars de l'appel humanitaire des Nations Unies pour le Soudan du Sud ont été financés, et la situation est susceptible de se dégrader pour des millions de personnes<sup>99</sup>.

Bien que l'accord de paix tienne bon, il subsiste des poches de conflits organisés et de violences intercommunautaires. L'escalade de la violence entre les groupes armés a contraint près de 2,3 millions de Sud-Soudanais·es à fuir vers les pays voisins et a déplacé près de 1,9 million d'autres personnes<sup>100</sup>, principalement des femmes et des enfants<sup>101</sup>. Les conflits déstabilisent les moyens de subsistance, y compris l'agriculture et les autres activités économiques fournissant des revenus et des ressources alimentaires aux communautés.

La COVID-19 a perturbé la circulation des biens et les confinements imposés ont provoqué la perte d'emplois, en particulier au sein de la main-d'œuvre informelle composée majoritairement de femmes. Privés de revenus, de nombreux ménages ont dû réduire toutes leurs autres dépenses pour pouvoir se nourrir. En outre, des inondations inhabituelles ont frappé quelque 856 000 personnes<sup>102</sup> en 2020, provoquant des déplacements de population et la destruction de cultures. Si elles se poursuivent, les précipitations plus abondantes que la normale menaceront les activités agricoles futures.

Face à la crise alimentaire au Soudan du Sud, Oxfam apporte une aide vitale qui vise à atteindre 102 000 personnes dans les foyers de faim extrême d'Akobo et de Pibor avec une aide multisectorielle pour l'eau, l'assainissement, l'hygiène, la sécurité alimentaire, la protection et la justice de genre.

## Région Sahélienne d'Afrique de l'Ouest

La région Sahélienne d’Afrique de l’Ouest (Burkina Faso, Tchad, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria et Sénégal) connaît une stupéfiante augmentation de 67 % de l’insécurité alimentaire<sup>103</sup>, ce qui en fait l’une des crises alimentaires qui s’intensifient le plus rapidement dans le monde<sup>104</sup>. Les zones les plus ravagées par le conflit, comme le Burkina Faso et le nord du Nigeria, sont les plus durement touchées, rien qu’au Burkina Faso les niveaux d’insécurité alimentaire ont augmenté de 213 % par rapport à l’année dernière.

Depuis le [dernier rapport d’Oxfam « Le virus de la faim »](#) publié en juillet 2020, le nombre de personnes en situation de crise alimentaire a franchi la barre des 15 millions<sup>105</sup>, et ce chiffre devrait dépasser les 22 millions au cours de la prochaine période de soudure. Les femmes et les enfants sont particulièrement touchés, avec 1,6 million d’enfants souffrant actuellement de malnutrition aiguë dans la région<sup>106</sup>.

Les conflits armés ont continué à s’intensifier et restent la principale cause de déplacement et de faim dans la région. L’escalade des violences, en particulier autour du centre du Sahel et du bassin du lac Tchad<sup>107</sup>, a contraint 5,3 millions de personnes à fuir en abandonnant tout derrière elles<sup>108</sup>. Beaucoup de celles et ceux qui prennent la fuite sont hébergés dans des communautés qui ont déjà du mal à se nourrir. L’insécurité a également coupé des populations agricoles et pastorales de leurs terres.

Malgré la nécessité d’allouer des ressources pour répondre à la crise alimentaire, les budgets ont été affectés aux dépenses militaires. Les importations d’armes par le Burkina Faso et le Mali ont augmenté respectivement de 83 % et 669 % sur la période 2016-2020 comparé à 2011-2015<sup>109</sup>.

Alors que les phénomènes climatiques extrêmes se multiplient et s’intensifient, la crise climatique ne fait qu’empirer la situation. Le nombre d’inondations a augmenté de 180 % depuis 2015, détruisant les habitations, anéantissant les cultures et décimant les troupeaux de 1,7 million de personnes rien que l’an dernier<sup>110</sup>.

La crise climatique, exacerbée par le conflit et par les conséquences de la pandémie, a fait grimper les prix des denrées alimentaires à leur niveau le plus élevé depuis cinq ans en Afrique de l’Ouest, aggravant les conditions de vie des populations<sup>111</sup>.

Oxfam est venue en aide à plus de 700 000 personnes vulnérables dans la région depuis le début de la pandémie. Aux côtés de ses partenaires, Oxfam a aidé plus de 60 000 personnes au Tchad à répondre à leurs besoins alimentaires immédiats et à s’assurer un revenu ; Oxfam a aussi aidé plus de 280 000 personnes au Niger et au Sénégal à faire face à l’impact économique de la COVID-19, notamment en leur fournissant de la nourriture, une aide en espèces, de l’eau potable, des installations sanitaires et des kits d’hygiène.

## Venezuela

*« Je suis inquiet des restrictions imposées aux initiatives de soutien déployées par les organisations de la société civile face à l’insécurité alimentaire. »* Directeur d’UNIANDÉS, partenaire d’Oxfam

Avant même la pandémie, l’urgence humanitaire complexe au Venezuela n’avait épargné pratiquement personne, 94 % des Vénézuélien·ne·s n’ayant pas les moyens de se procurer suffisamment de nourriture<sup>112</sup>. En 2019, 9,3 millions de Vénézuélien·ne·s (près d’un tiers de la population) vivaient en situation d’insécurité alimentaire modérée à sévère lors de ce qui était à l’époque la quatrième pire crise alimentaire au monde<sup>113</sup>.

Un partenaire local d'Oxfam, *Codhez*, a mené une enquête dans les États de Lara, Zulia et Tachira. Celle-ci a révélé que 50 à 80 % des habitant·e·s avaient recours à des mécanismes d'adaptation négatifs extrêmes pour surmonter la pénurie alimentaire, tels que sauter des repas, diminuer les portions et la diversité alimentaire, envoyer les enfants emprunter et mendier, ou vendre des biens permanents pour couvrir les coûts alimentaires<sup>114</sup>.

La fermeture des écoles a aggravé l'insécurité alimentaire, car celles-ci fournissaient la majeure partie des repas des enfants. D'autres fermetures et restrictions ont touché les plantations agricoles, entraînant une baisse des rendements et un accès réduit aux marchés.

Les conditions économiques difficiles et l'inflation galopante n'ont fait qu'aggraver la crise alimentaire. Beaucoup de Vénézuélien·ne·s n'ont pas pu acheter suffisamment de denrées alimentaires pour nourrir leur famille à cause de l'hyperinflation combinée à la dévaluation de la devise locale. En avril 2021, le salaire mensuel minimum suffisait à peine pour acheter moins de 1 % du panier alimentaire moyen pour une famille de cinq personnes<sup>115</sup>. Pour nourrir sa famille, une personne aurait dû gagner 547 fois le salaire minimum<sup>116</sup>. En mai 2021, le gouvernement vénézuélien a annoncé une augmentation de près de 300 % du salaire minimum, ce qui reste insuffisant pour n'acheter ne serait-ce qu'un kilo de viande<sup>117</sup>.

Oxfam travaille avec des organisations locales pour apporter une aide alimentaire à 4 000 personnes vulnérables, en soutenant notamment des ONG locales qui gèrent des cuisines communautaires fournissant des repas préparés à des familles très vulnérables.

## FOYERS DE FAIM EMERGENTS

### Brésil

*« Ma fille est née très grande prématurée, et depuis, ma vie financière est désastreuse car nous sommes sans emploi. Dès sa sortie de l'hôpital, il lui a été prescrit un traitement extrêmement onéreux. »* - **Femme de 25 ans, District fédéral, Brésil**

La recrudescence de l'insécurité alimentaire dans le monde n'a pas épargné le Brésil. Depuis le début de la pandémie, le pays arrive troisième en nombre de décès attribués à la COVID-19 dans le monde, tandis que la part de Brésilien·ne·s vivant dans l'extrême pauvreté a pratiquement triplé pour passer de 4,5 % à 12,8 %<sup>118</sup>. Fin 2020, plus de la moitié de la population (116 millions de personnes) était confrontée à un certain niveau d'insécurité alimentaire, et la faim touchait près de 20 millions de personnes<sup>119</sup>. Cela représente une tendance à la hausse par rapport aux années précédentes.

La faim ne frappe pas tout le monde de la même manière. Les groupes défavorisés comme les personnes noires, les femmes, les personnes vivant dans des zones rurales et les peuples autochtones, ont été les plus durement frappés par la faim l'an dernier. Fin 2020, 11 % des ménages dirigés par des femmes vivaient en situation d'insécurité alimentaire, et c'était également le cas de plus de 10 % des foyers de personnes noires contre 7 % pour les ménages blancs. Par ailleurs, 12 % des ménages ruraux souffraient de la faim, contre un peu plus de 8 % pour les ménages urbains<sup>120</sup>.

Les familles de la classe moyenne brésilienne ont également été touchées, la part des personnes confrontées à un certain niveau d'insécurité alimentaire ayant près de doublé pour passer d'un peu plus de 20 % en 2018 à près de 35 % fin 2020.



La pandémie a provoqué un effondrement social et économique qui a exacerbé la crise alimentaire. Les mesures prises pour enrayer la propagation du virus ont contraint des entreprises à fermer, laissant plus de la moitié de la population active brésilienne sans travail et mettant près de 15 millions de personnes au chômage à la fin du premier trimestre 2021<sup>121</sup>. Les petites et moyennes entreprises se sont effondrées, représentant 40 % des fermetures d'entreprises en juillet 2020<sup>122</sup>.

Pour aider la population à faire face, le gouvernement a fourni une aide d'urgence comprenant des transferts en espèces à 68 millions de Brésiliens uniquement au second semestre 2020, mais cette aide a été interrompue, laissant des millions de personnes sans revenu minimum pour survivre. Moins de la moitié de ces personnes pourront bénéficier d'un soutien dans le cadre de la nouvelle aide d'urgence approuvée en avril de cette année. Par conséquent, de plus en plus de personnes basculeront dans la pauvreté extrême et la faim.

En 2020, Oxfam Brésil a répondu à la crise alimentaire en fournissant des bons alimentaires aux personnes et aux familles de Recife, São Paulo, Rio de Janeiro et Brasilia. Depuis mars 2021, en partenariat avec la Coalition noire pour les droits, Oxfam Brésil s'implique dans la campagne « Tem gente com fome » (Des gens ont faim) pour atteindre 223 000 familles dans le pays.

## Inde

*« Lorsque la COVID-19 a semé le chaos autour de nous en mars de cette année, je me suis retrouvé du jour au lendemain sans emploi et sans le sou. Le confinement et les restrictions associées m'ont contraint à abandonner mon activité de couture et les autres petits travaux occasionnels, réduisant à néant les revenus de notre foyer. » - Mohammed Ilyas.*

En Inde, des millions de personnes souffrent d'un grave manque de nourriture. En 2020, près de 190 millions de personnes souffraient de sous-alimentation et plus d'un tiers des enfants de moins de cinq ans accusaient un retard de croissance<sup>123</sup>. La consommation d'aliments de base essentiels comme les lentilles a diminué de 64 % et celle de légumes verts a plongé de 73 % en 2020<sup>124</sup>. Plus de 70 % des personnes déclaraient avoir réduit la quantité de nourriture consommée par rapport aux niveaux d'avant la pandémie<sup>125</sup>.

La baisse des revenus, la mauvaise mise en œuvre des programmes de protection sociale et la fermeture des écoles ont alimenté la faim en Inde. D'après une enquête menée auprès de 47 000 ménages dans 15 États, les familles ont perdu en moyenne plus de 60 % de leurs revenus depuis le début de la pandémie à cause de la perte massive d'emplois, en particulier dans le secteur informel<sup>126</sup>. Près de 8 millions d'emplois ont été supprimés rien que sur le mois d'avril 2021<sup>127</sup>.

Par ailleurs, le système de protection sociale ne répond pas aux besoins des personnes les plus démunies. Le gouvernement s'appuie sur des données obsolètes d'un recensement de 2011 pour déterminer les bénéficiaires de son programme de distribution publique. 100 millions de personnes normalement éligibles à des rations alimentaires se sont ainsi retrouvées privées d'une aide pourtant essentielle<sup>128</sup>. On estime que seulement 57 % de la population éligible à cette aide est couverte<sup>129</sup>.

La fermeture des écoles a été un autre facteur clé de la faim, près de 120 millions d'enfants dans le pays qui comptaient sur les repas de midi fournis à l'école ne pouvant plus recevoir de nourriture par ce biais. Avec la fermeture de toutes les écoles et la suspension de

nombreux programmes de repas, les enfants ont été privés d'une source importante d'aliments nutritifs<sup>130</sup>.

En 2020, Oxfam Inde a aidé 423800 personnes dans 92 districts à travers 16 États avec des rations déshydratées et des sachets de repas cuisinés. Lorsque le pays a été confronté à une deuxième vague de la pandémie, Oxfam a étendu la distribution alimentaire à Delhi et au Maharashtra, tout en faisant campagne pour que les communautés pauvres et marginalisées de l'Inde aient accès aux mesures d'aide du gouvernement et à d'autres prestations.

## Afrique du Sud

*« Alors que le chômage atteint des sommets à Makhanda et à cause des effets de la COVID-19, il n'est plus possible d'avoir un emploi dans le secteur informel... La faim est une réalité dans cette ville » - Zameka Chibi.*

Alors qu'elle faisait autrefois partie des nations jouissant d'un bon niveau de sécurité alimentaire<sup>131</sup>, l'Afrique du Sud est de plus en plus exposée à la faim. Fin 2020, plus de 24 millions de personnes connaissaient un niveau d'insécurité alimentaire modéré ou au-delà<sup>132</sup>, alors qu'avant la pandémie 13,7 millions de personnes n'avaient pas accès à de la nourriture en quantité suffisante<sup>133</sup>.

Lors du premier confinement du pays, de mai à août 2020, jusqu'à 23 % de la population a souffert de la faim<sup>134</sup>. Au troisième trimestre 2020, 14 % de la population sud-africaine avait atteint un niveau critique d'insécurité alimentaire et 2 % étaient à un niveau d'urgence<sup>135</sup>.

La pandémie et les mesures de confinement ayant entraîné un effondrement de l'emploi et des revenus, des millions de Sud-africain-e-s n'avaient plus les moyens d'acheter de la nourriture. Fin 2020, près de la moitié des ménages sud-africains ont ainsi souffert de la faim<sup>136</sup>.

Les enfants ont été les plus durement touchés par la crise alimentaire provoquée par la pandémie, car beaucoup étaient déjà vulnérables au manque de nourriture appropriée. Avant la pandémie, un quart des enfants sud-africains de moins de cinq ans présentaient un retard de croissance imputable à la malnutrition<sup>137</sup>. On estime que jusqu'à 400 000 enfants de cette tranche d'âge ont été privés de nourriture à cause de la pandémie<sup>138</sup>. La fermeture des écoles a également mis un terme à un programme national d'alimentation pour 9 millions d'enfants<sup>139</sup>.

La crise climatique a également eu un impact sur la disponibilité des denrées alimentaires, la sécheresse dans certaines parties des provinces du KwaZulu-Natal et du Cap-Oriental continuant à compromettre la production alimentaire et l'élevage.

Face à la faim liée à la COVID-19, Oxfam Afrique du Sud et ses partenaires locaux ont introduit des soupes populaires dans les provinces du Cap-Oriental et du Cap-Occidental, mobilisé des réserves de nourriture pour les personnes sans-abri dans le centre-ville de Johannesburg et étendu la distribution de nourriture au Cap-Occidental.

# ACTIONS REQUISES

La faim ne pourra être éradiquée qu'à condition que des mesures collectives drastiques soient prises pour mettre fin aux injustices sous-jacentes qui exacerbent la faim. Alors que les gouvernements se remettent sur pied après la pandémie de coronavirus, sept actions urgentes sont nécessaires pour mettre un terme à la crise alimentaire croissante et bâtir des systèmes alimentaires plus justes et durables qui fonctionnent pour toutes et tous :

- 1. Déployer une aide d'urgence pour sauver des vies maintenant :** Les gouvernements donateurs doivent financer en totalité l'appel des Nations Unies pour la sécurité alimentaire mondiale et veiller à ce que cette aide bénéficie directement aux personnes les plus durement touchées. Les gouvernements doivent également renforcer la protection sociale, notamment en finançant un fonds mondial de protection sociale<sup>140</sup>, et aider les petits agriculteurs et petites agricultrices et les éleveurs et éleveuses à renouveler leur bétail et à préparer les prochaines semailles.
- 2. Veiller à ce que l'aide humanitaire atteigne les populations :** Les belligérants doivent faciliter l'accès humanitaire immédiat pour aider à sauver les populations civiles de la faim. En cas de blocage de l'aide, la communauté internationale doit prendre des mesures pour éviter que la faim ne soit utilisée comme arme de guerre et doit mettre les auteur-e-s face à leurs responsabilités.
- 3. Bâtir une paix inclusive et durable :** Les belligérants doivent bâtir une paix inclusive et durable qui donne la priorité à la sécurité humaine et qui réponde à l'urgence de la faim dans les pays en proie aux conflits. Les dirigeant-e-s doivent tenir leur engagement d'inclure les groupes marginalisés, y compris les jeunes, les femmes et les minorités, dans les processus de paix. Il a été observé que les cessez-le-feu duraient plus longtemps et étaient mieux respectés lorsque des femmes participaient aux négociations<sup>141</sup>.
- 4. Construire des systèmes alimentaires plus justes, plus résilients et plus durables :** Les gouvernements doivent s'engager à prendre des mesures ambitieuses à l'occasion du prochain Comité de la sécurité alimentaire mondiale qui se tiendra en octobre afin de coordonner les mesures visant à axer le relèvement post-pandémie sur des systèmes alimentaires équitables, paritaires, résilients et durables. Les gouvernements et le secteur privé doivent également intensifier les investissements dans la production alimentaire à petite échelle et agro-écologique, s'assurer que les productrices et les producteurs bénéficient d'une rémunération équitable en établissant des prix minimum et d'autres types de mécanismes de soutien, et s'assurer que les travailleuses et les travailleurs perçoivent un salaire décent.
- 5. Promouvoir le leadership des femmes dans la création de solutions face à la COVID-19 :** Les femmes doivent avoir l'opportunité d'influer sur les décisions concernant la réponse et le relèvement de la pandémie, y compris pour remédier aux défaillances de notre système alimentaire. Des mesures sont également requises pour lutter contre les discriminations à l'encontre des productrices alimentaires, notamment en matière d'accès aux terres, aux marchés, à l'information, au crédit, aux services de vulgarisation et aux technologies.

- 6. Soutenir un vaccin pour tou-te-s :** Afin de contribuer à empêcher que de nouveaux variants du virus ne menacent la santé du monde et son économie, les gouvernements du G7 doivent mettre fin aux monopoles pharmaceutiques sur les vaccins contre la COVID-19 pour aider les pays en développement à vacciner leurs populations et éviter que des millions d'autres ne sombrent dans l'extrême pauvreté.
- 7. Prendre des mesures urgentes pour lutter contre la crise climatique :** En amont du sommet sur le climat qui se tiendra en décembre de cette année, les nations riches et polluantes doivent réduire drastiquement leurs émissions, maintenir la hausse des températures dans le monde en deçà de 1,5 degré et aider les petits producteurs et petites productrices alimentaires à s'adapter au changement climatique<sup>142</sup>.

## NOTES

---

<sup>1</sup> D'après le Center for Systems Science and Engineering (CSSE) de la Johns Hopkins University, le nombre moyen de décès quotidiens dus à la COVID-19 pendant la semaine du 14 au 20 juin 2021 s'élevait à 9 967, soit 7 décès par minute. Source : [COVID-19 Data Repository by the Center for Systems Science and Engineering \(CSSE\)](#) (dernière visite le 14 juin 2021).

<sup>2</sup> Le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) est une initiative qui vise à améliorer l'analyse et la prise de décision concernant la sécurité alimentaire et la nutrition. Les agences de sécurité alimentaire, ainsi que les gouvernements utilisent la classification de l'IPC ainsi que l'approche analytique qu'elle fournit pour mesurer la sévérité et l'ampleur de l'insécurité alimentaire aigüe et chronique et de la malnutrition aigüe dans un pays. Les décideurs politiques ont ainsi accès à une analyse rigoureuse, basée sur l'évidence et sur le consensus pour prendre des décisions financières programmatiques et politiques. Oxfam est un partenaire de l'IPC. Il y a 5 phases dans l'échelle de l'insécurité alimentaire aigüe : Minimale (IPC phase 1), sous pression (IPC phase 2), crise (IPC phase 3), Urgence (IPC phase 4) et Famine (IPC phase 5).

<sup>3</sup> Au 14 juin 2021, le nombre de personnes au stade Famine (phase 5 de l'IPC) était de 521 814. Fin 2019 (lorsque la pandémie s'est déclarée), ce chiffre était de 84 500, soit une aggravation catastrophique de la faim de 517,5 %. Sources : [Global Report on Food Crises \(GRFC\) 2021](#) et les plus récentes analyses IPC pour l'[Éthiopie](#) (Tigré et zones d'Afar et d'Amhara), [Madagascar](#) (Grand Sud), le [Soudan du Sud](#) et le [Yémen](#). Pour plus d'information sur la phase 5 de l'IPC (Famine), reportez-vous à <http://www.ipcinfo.org/famine-facts/>.

<sup>4</sup> Pour déterminer le nombre de personnes susceptibles de mourir de la faim chaque minute, Oxfam a appliqué le [seuil du taux brut de mortalité pour la phase 3 de l'IPC](#) au chiffre mondial de 155 millions de personnes en phase 3 ou plus de l'IPC indiqué dans le [Global Report on Food Crises \(GRFC\) 2021](#). On obtient une fourchette de 7 750 à 15 345 par jour (soit 5 à 11 décès par minute).

<sup>5</sup> Voir la note 1.

<sup>6</sup> [GRFC 2021](#), p. 22.

<sup>7</sup> Les Nations Unies ont appelé à [un cessez-le-feu mondial](#) en mars 2020 pour faciliter la lutte contre la pandémie. Les informations collectées depuis sur les cessez-le-feu indiquent peu de progrès en ce sens. Source : [The Peace Agreement Database](#)

<sup>8</sup> Stockholm International Peace Research Institute (avril 2021), [Trends in Military Spending 2020](#)

<sup>9</sup> Source : Financial Tracking Service du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires. [Appeals and response plans 2021](#), (dernière visite le 14 juin 2021)

<sup>10</sup> [Trends in International Arms Transfers](#), 2020, SIPRI Factsheet, par Pieter D. Wezeman, Alexandra Kuimova et Siemon T. Wezeman, mars 2021.

<sup>11</sup> Banque mondiale (2021), [World Bank, Global Economic Prospects, June 2021. Washington, DC : Banque mondiale, perspectives pour 2021](#) et <https://www.banquemondiale.org/fr/topic/poverty/overview> (dernière visite le 12 juin 2021)

<sup>12</sup> Oxfam International (2020), [À l'abri de la tempête](#)

<sup>13</sup> Source : Forbes, [The World's Real-time Billionaires](#) (dernière visite le 19 mai 2021) ; et les [données de l'appel humanitaire des Nations Unies](#) (dernière visite le 1er juin 2021).

- 
- <sup>14</sup> D'après l'[International Disaster Database](#) d'EM-DAT, 398 catastrophes météorologiques ont été enregistrées en 2020 (dernière visite le 22 juin 2021).
- <sup>15</sup> <https://www.noaa.gov/media-release/record-breaking-atlantic-hurricane-season-draws-to-end>
- <sup>16</sup> GRFC 2021, pp. 29-32  
[http://www.ipcinfo.org/fileadmin/user\\_upload/ipcinfo/docs/ch/CH\\_Regional\\_Acute\\_Food\\_and\\_Nutrition\\_Insecurity\\_2020MarAug.pdf](http://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/ch/CH_Regional_Acute_Food_and_Nutrition_Insecurity_2020MarAug.pdf)
- <sup>17</sup> Les chiffres de la phase 3 (ou plus) de l'IPC pour la région Sahélienne d'Afrique de l'Ouest pour juin-août 2019 comparé à la même période sur 2020 étaient : Niger : 1,2 million/2 millions ; Mali : 554 000/1,3 million ; Burkina Faso : 687 000/2,1 millions ; Tchad : 641 000/1 million ; Nigeria : 4,9 millions/7 millions ; Mauritanie : 607 000/609 000 ; Sénégal : 341 000/767 000, respectivement. Source : Cadre harmonisé.
- <sup>18</sup> Au Venezuela, la crise alimentaire s'accroît encore pour des millions de personnes supplémentaires, mais aucune donnée récente fiable n'est disponible.
- <sup>19</sup> Ce chiffre n'inclut pas le Venezuela.
- <sup>20</sup> En avril 2021, Oxfam et 400 ONG [ont demandé aux chefs d'État et de gouvernement d'affecter l'équivalent d'un jour de dépenses militaires](#) pour rassembler la somme de 5,5 milliards de dollars dont la FAO et le PAM des Nations Unies ont besoin de toute urgence pour aider les populations exposées aux niveaux les plus sévères d'insécurité alimentaire. Depuis, les dépenses militaires ont augmenté de 50 milliards de dollars.
- <sup>21</sup> 20 des 25 pays mentionnés dans le présent rapport ont été impactés par ces trois facteurs de la faim : la COVID-19, les conflits et le climat.
- <sup>22</sup> GRFC 2021
- <sup>23</sup> <https://pax.peaceagreements.org/static/covid19ceasefires/>
- <sup>24</sup> GRFC 2021, p. 22
- <sup>25</sup> <https://www.internal-displacement.org/global-report/grid2021/>
- <sup>26</sup> [Global Report On Food Crises 2021](#), p. 17
- <sup>27</sup> [Données IPC sur l'Éthiopie](#), mai-sept. 2021- Publiées en 2021
- <sup>28</sup> <https://www.rescue.org/press-release/over-100-price-increase-staple-food-contributes-dire-humanitarian-need-yemen-enters>
- <sup>29</sup> <http://www.ipcinfo.org/ipcinfo-website/resources/resources-details/fr/c/1152951/>
- <sup>30</sup> <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/LeftOutandLeftBehind.pdf>
- <sup>31</sup> Gabriela Bucher, [Conflict & Food Security](#) - UN Security Council Open Debate, 11 mars 2021
- <sup>32</sup> Article 8(2)(e)(xix) du Statut de Rome, reflétant l'Article 8(2)(b)(xxv)
- <sup>33</sup> Les chiffres comparent les données de 2020 à celles de 2019. Source : [GRFC 2021](#) p. 29.
- <sup>34</sup> Les chiffres se basent sur le nombre de PDI entre décembre 2020 et mars 2021. Source : [Humanitarian Situation Update](#), Central African Republic. Mars 2021.
- <sup>35</sup> [Base de données REACH](#). À Kaga-Bandoro par exemple, les prix se sont envolés de 42 % entre novembre 2020 et avril 2021. Kaga-Bandoro a récemment été l'épicentre de violences.
- <sup>36</sup> [Données IPC](#)
- <sup>37</sup> Banque mondiale (2021), [World Bank, Global Economic Prospects, June 2021. Washington, DC : Banque mondiale, perspectives pour 2021](#) et <https://www.banquemondiale.org/fr/topic/poverty/overview> (dernière visite le 12 juin 2021)
- <sup>38</sup> GRFC 2021, p. 22
- <sup>39</sup> GRFC 2021.
- <sup>40</sup> FAO, [L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020](#).
- <sup>41</sup> L'indice FAO des prix des produits alimentaires était en moyenne de 127,1 points en mai 2021, soit 5,8 points (4,8 %) de plus qu'en avril et 36,1 points (39,7 %) de plus que l'année précédente à la même période.
- <sup>42</sup> FAO, [Indice FAO des prix des produits alimentaires](#) (dernière visite le 12 juin 2021).
- <sup>43</sup> <https://www.iisd.org/articles/food-prices-are-soaring-hunger-rising-here-are-three-ways-stop-another-crisis>
- <sup>44</sup> <http://ebrary.ifpri.org/utils/getfile/collection/p15738coll2/id/134343/filename/134557.pdf>
- <sup>45</sup> Institut international de recherche sur les politiques alimentaires [The Effects of COVID-19 Policies on Livelihoods and Food Security of Smallholder Farm Households in Nigeria](#), p. 23. Décembre 2020.
- <sup>46</sup> Ibid et <https://www.foodengineeringmag.com/2020-top-100-food-beverage-companies>
- <sup>47</sup> En Syrie, 60 % de la population est en situation d'insécurité alimentaire aiguë ; source : [Global Report on Food Crises 2021](#).
- <sup>48</sup> Le nombre total de personnes en phase 3 ou plus de l'IPC était de 6,6 millions l'an dernier. Source : [Global Report on Food Crises](#), p. 32
- <sup>49</sup> Programme alimentaire mondial, [Market Price Watch Bulletin](#), mars 2021.
- <sup>50</sup> D'après deux études d'Oxfam menées en juin 2020 et octobre 2020. La dernière étude a été réalisée auprès de 76 personnes dans les gouvernorats de Hanano, Al Sfiereh et Tal Al Daman en Syrie. Oct. 2020.
- <sup>51</sup> Les calculs d'Oxfam se basent sur les données de l'OIT et d'ONU Femmes concernant les 47 millions de femmes nouvellement pauvres depuis le début de la pandémie. Oxfam International (2021), [La Covid-19 a coûté au moins 800 milliards de dollars en perte de revenus en un an aux femmes du monde entier](#). Oxfam International, 29 avril 2021.

- 
- <sup>52</sup> Oxfam International. [2,7 milliards de personnes n'ont bénéficié d'aucune « protection sociale » pour faire face à la crise économique liée à la pandémie de Covid-19](#), 15 décembre 2020 ; et Organisation internationale du Travail (2020), [Financing gaps in social protection: global estimates and strategies for developing countries in light of the COVID-19 crisis and beyond](#), p. 11. Document de travail de l'OIT n° 14, octobre 2020, par Fabio Durán-Valverde, José F. Pacheco-Jiménez, Taneem Muzaffar, Hazel Elizondo-Barboza.
- <sup>53</sup> <https://www.oxfam.org/fr/communiqués-presse/les-inegalites-vaccinales-pourraient-couter-jusqua-2-000-par-personne-dans-les>
- <sup>54</sup> [Hunger has declined dramatically across America in the past year](#), dernière visite le 1er juin 2021
- <sup>55</sup> [Communiqué de presse d'Oxfam](#), 3 juin 2021.
- <sup>56</sup> Organisation mondiale de la Santé, [Impact of COVID-19 on people's livelihoods, their health and our food systems](#).
- <sup>57</sup> Harvard School of Public Health, [Nutrition and Immunity](#), dernière visite le 14 juin 2021.
- <sup>58</sup> D'après le rapport [Weather, Climate and Catastrophe Insight: 2020 Annual Report](#) d'AON.
- <sup>59</sup> D'après GRFC 2021.
- <sup>60</sup> <https://www.nasa.gov/press-release/2020-tied-for-warmest-year-on-record-nasa-analysis-shows>
- <sup>61</sup> <https://www.climateaction.org/news/a-climate-crisis-disaster-happening-every-week-says-un>
- <sup>62</sup> FAO, [Damage and loss](#) (dernière visite le 12 juin 2021).
- <sup>63</sup> <https://www.newindianexpress.com/states/odisha/2020/may/21/cyclone-amphan-hits-odisha-farmers-lose-crops-fishermen-boats--2146032.html>
- <sup>64</sup> <https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/35058/FB022.pdf?sequence=3>
- <sup>65</sup> Si le changement climatique est le principal facteur de la faim dans le « couloir sec », la violence reste monnaie courante en Amérique centrale. Source : GRFC 2021
- <sup>66</sup> <https://fr.wfp.org/communiqués-de-presse/frappees-par-les-chocs-climatiques-et-meurtriers-par-la-crise-economique-des? ga=2.40541730.1211981649.1624978434-327642066.1624631993>
- <sup>67</sup> <https://fr.wfp.org/communiqués-de-presse/frappees-par-les-chocs-climatiques-et-meurtriers-par-la-crise-economique-des? ga=2.40541730.1211981649.1624978434-327642066.1624631993>
- <sup>68</sup> <https://fr.wfp.org/communiqués-de-presse/frappees-par-les-chocs-climatiques-et-meurtriers-par-la-crise-economique-des? ga=2.40541730.1211981649.1624978434-327642066.1624631993>
- <sup>69</sup> <https://www.noaa.gov/media-release/active-2019-atlantic-hurricane-season-comes-to-end>
- <sup>70</sup> <https://fr.wfp.org/communiqués-de-presse/frappees-par-les-chocs-climatiques-et-meurtriers-par-la-crise-economique-des? ga=2.40541730.1211981649.1624978434-327642066.1624631993>
- <sup>71</sup> <https://fr.wfp.org/communiqués-de-presse/frappees-par-les-chocs-climatiques-et-meurtriers-par-la-crise-economique-des? ga=2.40541730.1211981649.1624978434-327642066.1624631993>
- <sup>72</sup> <https://reliefweb.int/report/world/latin-america-caribbean-weekly-situation-update-11-17-may-2020-18-may-2020>
- <sup>73</sup> GRFC, p. 252
- <sup>74</sup> <http://www.ipcinfo.org/ipc-country-analysis/details-map/en/c/1152947/?iso3=YEM>
- <sup>75</sup> <http://www.ipcinfo.org/ipc-country-analysis/details-map/en/c/1152947/?iso3=YEM>
- <sup>76</sup> <http://www.ipcinfo.org/ipc-country-analysis/details-map/en/c/1153006/?iso3=YEM>
- <sup>77</sup> The HNO 2021 – p. 26
- <sup>78</sup> <https://reliefweb.int/report/yemen/yemen-ipc-acute-malnutrition-analysis-january-2020-march-2021-issued-february-2021> (p. 7) et [rapport GRFC](#) p. 254
- <sup>79</sup> FEWS NET (2021), [Yemen Food Security Outlook Update](#), p. 1.
- <sup>80</sup> [Global Report on Food Crisis](#), avril 2021, p. 253.
- <sup>81</sup> <https://reliefweb.int/report/yemen/yemen-food-security-outlook-update-april-2021> (p. 5)
- <sup>82</sup> Yemen's Fuel Wars: An economic driver of the humanitarian crisis. Document d'information. Mai 2021. p. 1
- <sup>83</sup> <https://reliefweb.int/report/yemen/yemen-food-security-outlook-update-april-2021> (p. 3)
- <sup>84</sup> <https://eu.rescue.org/article/photo-story-soaring-cost-living-yemen>
- <sup>85</sup> [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/YEMEN\\_Food\\_Security\\_Outlook\\_Update\\_2021\\_April\\_FINAL\\_0.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/YEMEN_Food_Security_Outlook_Update_2021_April_FINAL_0.pdf) (p. 4)
- <sup>86</sup> HNO 2021, (p. 17) [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Yemen\\_HNO\\_2021\\_Final.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Yemen_HNO_2021_Final.pdf)
- <sup>87</sup> [https://ec.europa.eu/echo/sites/default/files/20210601\\_som\\_iii\\_co-chairs\\_summary\\_final.pdf](https://ec.europa.eu/echo/sites/default/files/20210601_som_iii_co-chairs_summary_final.pdf)
- <sup>88</sup> <https://reliefweb.int/report/yemen/yemen-famine-around-corner-says-world-food-programme>
- <sup>89</sup> GRFC 2021, p. 17
- <sup>90</sup> [AFGHANISTAN: Strategic Situation Report: COVID-19 No. 93 \(25 March 2021\)](#), p. 2 ; GRFC 2021.
- <sup>91</sup> <https://www.afghanistan-analysts.org/en/reports/economy-development-environment/droughts-on-the-horizon-can-afghanistan-manage-this-risk/>
- <sup>92</sup> [AFGHANISTAN: Strategic Situation Report: COVID-19, No. 93 \(25 March 2021\)](#)
- <sup>93</sup> [AFGHANISTAN: Strategic Situation Report](#) No. 93. Mars 2021.

- 
- <sup>94</sup> [Daily Press Briefing by the Office of the Spokesperson for the Secretary-General | Meetings Coverage and Press Releases \(un.org\)](#)
- <sup>95</sup> <https://www.wfp.org/emergencies/south-sudan-emergency>
- <sup>96</sup> [http://www.ipcinfo.org/fileadmin/user\\_upload/ipcinfo/docs/South\\_Sudan\\_Combined\\_IPC\\_Results\\_2020Oct\\_2021\\_July.pdf](http://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/South_Sudan_Combined_IPC_Results_2020Oct_2021_July.pdf)
- <sup>97</sup> GRFC 2021
- <sup>98</sup> *ibid.* p. 227
- <sup>99</sup> OCHA FTS, [South Sudan Humanitarian Response Plan 2021 \(March 2021\)](#).
- <sup>100</sup> UN Refugees – South Sudan, <https://www.unrefugees.org/emergencies/south-sudan/>
- <sup>101</sup> <https://www.unrefugees.org/news/south-sudan-refugee-crisis-explained/>
- <sup>102</sup> <https://reliefweb.int/report/south-sudan/south-sudan-flooding-snapshot-21-october-2020>
- <sup>103</sup> Les chiffres reposent sur une comparaison entre les périodes juin-août 2019 et juin-août 2020. [Cadre Harmonisé](#).
- <sup>104</sup> [L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2018](#), rapport produit par la FAO.
- <sup>105</sup> <https://www.food-security.net/fr/visualise/>
- <sup>106</sup> Ce chiffre de la malnutrition inclut le Mali, le Burkina Faso, le Niger, le Tchad, le Sénégal, la Mauritanie, le nord-est du Nigeria et l'extrême nord du Cameroun. Source : <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2021%20Sahel%20Crisis%20HNRO%20-%20FR.pdf> , p. 5.
- <sup>107</sup> Le bassin du lac Tchad se trouve à la frontière entre le Niger, le Nigeria, le Tchad et le Cameroun.
- <sup>108</sup> [Aperçu des besoins humanitaires et financiers : Crise du Sahel, 2021](#)
- <sup>109</sup> Source : SIPRI 2021
- <sup>110</sup> <https://reliefweb.int/report/burkina-faso/crise-du-sahel-aper-u-des-besoins-humanitaires-et-financiers-avril-2021>
- <sup>111</sup> [Résultats de l'analyse de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aigüe Sahel, en Afrique de l'Ouest et au Cameroun](#). Rapport pour mars-mai 2021, p. 5
- <sup>112</sup> <https://humvenezuela.com/en/hum-documentacion/right-to-food-and-nutrition/>
- <sup>113</sup> <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/WFP-0000114546.pdf>
- <sup>114</sup> [Enquête de Codhez sur la sécurité alimentaire, octobre 2020](#)
- <sup>115</sup> [http://cenda.org.ve/fotos\\_not/pdf/RESUMEN%20EJECUTIVO%20CBT%20ABRIL%202021WEB.pdf](http://cenda.org.ve/fotos_not/pdf/RESUMEN%20EJECUTIVO%20CBT%20ABRIL%202021WEB.pdf)
- <sup>116</sup> [http://cenda.org.ve/fotos\\_not/pdf/RESUMEN%20EJECUTIVO%20CBT%20ABRIL%202021WEB.pdf](http://cenda.org.ve/fotos_not/pdf/RESUMEN%20EJECUTIVO%20CBT%20ABRIL%202021WEB.pdf)
- <sup>117</sup> <https://www.24matins.es/topnews/america/venezuela-aumenta-salario-minimo-en-casi-300-y-no-alcanza-para-un-kilo-de-carne-261861>
- <sup>118</sup> Fondation Getúlio Vargas (FGV) via <https://www.reuters.com/article/us-brazil-economy-poverty-idINKBN2BI2OE>
- <sup>119</sup> REDE PENSSAN, enquête nationale sur l'insécurité alimentaire dans le contexte de la Covid, 2021.
- <sup>120</sup> [http://olheparaafome.com.br/VIGISAN\\_AF\\_National\\_Survey\\_of\\_Food\\_Insecurity.pdf](http://olheparaafome.com.br/VIGISAN_AF_National_Survey_of_Food_Insecurity.pdf)
- <sup>121</sup> IBGE, Enquête nationale par échantillon de ménages (PNAD Continua), premier trimestre 2021
- <sup>122</sup> IBGE, Enquête nationale par échantillon de ménages (PNAD Continua), premier trimestre 2021
- <sup>123</sup> <https://www.indiafoodbanking.org/hunger> et <http://www.fao.org/3/ca9692fr/CA9692FR.pdf>
- <sup>124</sup> <https://www.thehindu.com/news/national/hunger-continued-even-after-lockdown-says-report/article33316582.ece>
- <sup>125</sup> <https://www.theindiaforum.in/article/hunger-grows-india-s-lockdown-kills-jobs>
- <sup>126</sup> <https://indianexpress.com/article/opinion/columns/pradhan-mantri-garib-kalyan-yojana-pm-kisan-ujwala-jan-dhan-6502619/>
- <sup>127</sup> <https://economictimes.indiatimes.com/news/economy/indicators/1-1-million-job-losses-in-april-due-to-lockdowns-unemployment-rate-jumps-to-8-cmie/articleshow/82600685.cms?from=mdr>
- <sup>128</sup> <https://scroll.in/article/959235/100-million-indians-fall-through-gaps-in-food-safety-net-economists-urge-rethink-on-COVID-19-relief>
- <sup>129</sup> [https://www.business-standard.com/article/economy-policy/universalising-pds-feasible-badly-needed-in-india-right-to-food-campaign-121051001026\\_1.html](https://www.business-standard.com/article/economy-policy/universalising-pds-feasible-badly-needed-in-india-right-to-food-campaign-121051001026_1.html)
- <sup>130</sup> <https://blogs.bmj.com/bmj/2020/08/11/COVID-19-pandemic-implications-of-school-closures-on-children-in-india/>
- <sup>131</sup> <https://www.iol.co.za/dailynews/news/sa-tops-global-food-security-index-on-continent-but-affordability-still-low-dc6f0131-5b13-4a39-8f2f-50b41c3ff811>
- <sup>132</sup> <https://reliefweb.int/report/south-africa/south-africa-ipc-acute-food-insecurity-analysis-september-2020-march-2021-issued>
- <sup>133</sup> Rapport « Le virus de la faim » (cité comme « Communication with South African Vulnerability Assessment Committee »)
- <sup>134</sup> <https://www.reuters.com/article/uk-health-coronavirus-safrica-survey/hunger-increases-in-south-africa-despite-covid-19-welfare-payments-idUSKBN2AH0UF>
- <sup>135</sup> <http://www.ipcinfo.org/ipc-country-analysis/details-map/en/c/1153024/>

---

<sup>136</sup> <https://www.ipsos.com/en-za/almost-half-south-african-households-go-hungry-due-covid-19>

<sup>137</sup> <https://southafrica.un.org/en/123531-slow-violence-malnutrition-south-africa>

<sup>138</sup> <https://www.voanews.com/africa/south-africa-lockdown-deprives-needy-children-food>

<sup>139</sup> <https://www.usglc.org/coronavirus/global-hunger/>

<sup>140</sup> Oxfam a appelé les gouvernements à soutenir un [fonds mondial dédié à la protection sociale](#) afin d'aider les plus pauvres à faire face au fléchissement de l'économie imputable à la pandémie.

<sup>141</sup> [https://www.inclusivesecurity.org/wp-content/uploads/2016/03/Inclusive-Ceasefires-ISA-paper-Final-3\\_10\\_2016.pdf](https://www.inclusivesecurity.org/wp-content/uploads/2016/03/Inclusive-Ceasefires-ISA-paper-Final-3_10_2016.pdf)

<sup>142</sup> [https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/02/ipcc\\_wg3\\_ar5\\_chapter11.pdf](https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/02/ipcc_wg3_ar5_chapter11.pdf)